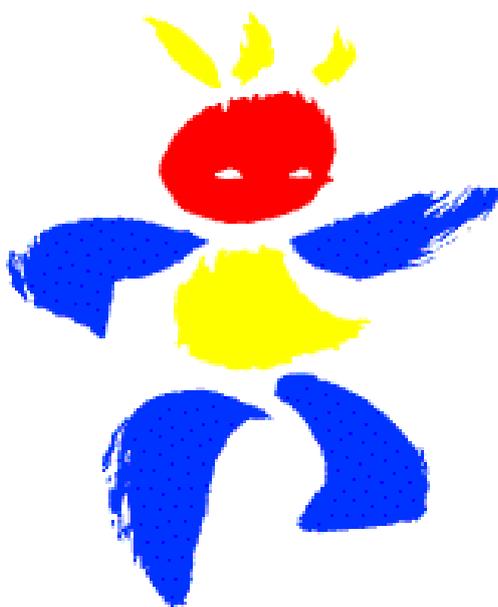
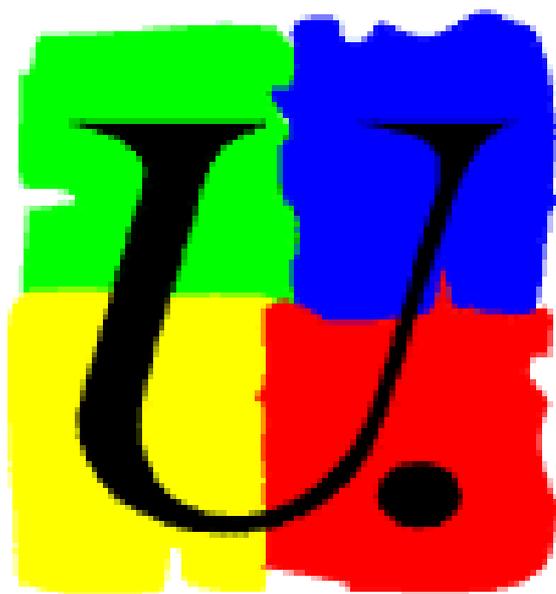


**Petite histoire
du
syndicalisme
français
à l'usage
des enseignants
qui voudront bien
la lire**



9
7
1



AVERTISSEMENT

Ce modeste document s'adresse en priorité aux enseignants syndiqués tant il devient de plus en plus essentiel de savoir d'où l'on vient mais il pourra être consulté par tous, enseignants ou non, syndiqués ou non.

Mon travail a consisté à compiler diverses sources (livres et web) et à présenter un tableau linéaire de l'évolution du syndicalisme en général et du syndicalisme enseignant en particulier (écrit en BLEU).

Je ne prétends pas être exhaustif et il me semble qu'une totale exhaustivité gênerait la lisibilité d'une histoire déjà fort riche et compliquée.

Le mouvement syndical français débute en tant que tel à la révolution. Il convient, à mon sens, de garder à l'esprit que celle-ci est issue de deux mouvements distincts :

- **Lutte politique** contre l'oppression (les familles commerçantes refusent la réforme fiscale de l'administration royale)
- **Lutte sociale** pour les salaires (les ouvriers, compagnons, etc... sont affamés ; un cinquième des Parisiens sont sans ressource, au chômage...)

De ces deux composantes naîtra la notion d'**indépendance syndicale** (qui sera souvent remise en question par ailleurs).

Chronologie

2 mars 1791	Loi d'Allarde	Suppression des corporations de maîtres et des coalitions de compagnons par les constituants dont le libéralisme économique ne considère que les individus.
14 juin 1791	Loi Le Chapelier	Dissolution des corporations , liberté du travail (droit de grève interdit) ; les intérêts de la bourgeoisie sont satisfaits, tout contre pouvoir est interdit de fait.

Première République

Premier Empire

1806	Université Impériale	Création
17 mars 1808	Corps enseignant	Décret créant un corps enseignant dans le cadre de l'université impériale. Les professeurs de lycée et de quelques collèges communaux deviennent des fonctionnaires laïques . Les maîtres d'école sont sous la tutelle du préfet qui les nomme et des autorités cléricales et municipales.
13 mars 1810	Code pénal Napoléon	Renforcement des lois Le Chapelier, mesures répressives (2 à 5 ans pour un ouvrier, 6 jours à 1 mois pour un patron).
1811	Tarif minimum	Les Canuts Lyonnais obtiennent le paiement d'un tarif minimum
1812	Première Mutualité	Création de la Mutualité des Charpentiers Parisiens

Monarchie de Juillet

1816	Premiers contrôles	Contrôle des compétences des instituteurs
1826	Société de recours mutuel	Les Canuts Lyonnais créent la première société de recours mutuel
1827-1832	Revue enseignante	Parution de la première revue enseignante destinée aux agrégés « Le lycée »
1830-1831		Les Canuts lyonnais se structurent

27 juillet 1830	Les 3 glorieuses	Révolte des ouvriers parisiens contre les lois de Charles X
1831	Société d'instituteurs	Création d'une société des Instituteurs et Institutrices de France
25 novembre 1831	Canuts Lyonnais	Ils réobtiennent le tarif minimum
22 novembre 1831	Insurrection	Les Gardes Nationaux rejoignent les insurgés
1833	Première Bourse du Travail	Création de la Bourse Auxiliaire de Prévoyance à Paris
	Loi Guizot	Chaque département doit avoir son école normale de garçons , chaque commune doit assurer l'entretien d' une école primaire .
	Société enseignante	Création à Paris de la Société des Professeurs de l'Université.
	Parution	Parution de la « Gazette de l'instruction publique » et de la « Gazette de l'école »
1834	Loi restrictive	Une loi veut restreindre la liberté d'association
9 décembre 1834		Révolte des Canuts
1845	Association Mutuelle	Création d'une Association Amicale de Secours Mutuel
1845-1849	Parution	« L'écho des Instituteurs »

Début approximatif de la Révolution Industrielle

Des notions comme « classe ouvrière », « travailleurs » commencent à se faire jour. Emergence d'une classe de travailleurs et d'une classe de bourgeois propriétaires des moyens de production.

1846	Nouvelle Société	Création de la Société Mutuelle des Maîtres d'études Création de l' Association des Instituteurs, Institutrices et Professeurs Socialistes qui prône l' école unique . Ses dirigeants sont réprimés et révoqués.
1848	Révolution	Fin de la monarchie, proclamation de la République , Suffrage universel

Seconde République

15 mars 1850	Loi Falloux	Le ministre de l'instruction publique donne une totale indépendance à l'enseignement libre .
--------------	-------------	---

Second Empire

1864	Création de l'AIT	Création à Londres de l' Association Internationale du Travail (première Internationale). Elle ne différencie pas Parti politique et Syndicat.
	Napoléon III	Le droit de grève n'est plus interdit mais très surveillé. Les associations ne sont pas autorisées. Le droit des patrons de créer des associations est étendu aux ouvriers. L'administration n'intervient pas dans leur formation mais elle peut les interdire.
1868	Premières associations ouvrières	Des associations interprofessionnelles peuvent être créées. Le mot Syndicat apparaît pour la première fois.
1869	Première chambre fédérale	Eugène Varlin, ouvrier relieur, crée la Chambre Fédérale des sociétés ouvrières de Paris
1870	La commune de Paris	80% des Communards sont ouvriers ou artisans. Ils appliquent un programme socialiste . L'éduca-

tion est **gratuite, laïque et obligatoire** avant Jules Ferry. **Sévère répression**. L'état de siège durera jusqu'en 1876

Troisième République

1876	Congrès salle d'Arras	Formation du syndicalisme autonome
1880	Programme minimum	Jules Guesde, Karl Marx, Engels et Lafargue soutiennent que l'élite du parti doit se regrouper dans des « cercles d'études » et les masses dans des syndicats subordonnés au parti. Cette doctrine provoque la division syndicale et la création de Bourses du Travail indépendantes du parti et de l'état.
1881-1882	Lois sur l'enseignement primaire	Gratuité et obligation de l'enseignement primaire
1884	Loi Waldeck-Rousseau	Le droit de grève reste sous surveillance mais n'est pas interdit. La liberté de réunion et les syndicats nationaux sont reconnus. Les fonctionnaires sont exclus de ces droits bien que quelques sections d'instituteurs voient le jour.
1885	Congrès du Havre	Développement des associations à caractère syndical

Le Premier mai, Fête des Travailleurs (le concept de Fête du Travail a été inventé par Pétain en 1941) : A Chicago, début mai 1886, des dizaines de milliers d'ouvriers se rassemblent pour revendiquer la journée de travail de 8 heures. A la suite d'une échauffourée, 7 travailleurs anarchistes seront jugés et pendus sans preuve.

octobre 1886	FNS	Création de la Fédération Nationale des Syndicats (ancêtre de la CGT)
5 novembre 1886	Bourse du travail à Paris	Le conseil municipal décide la création d'une Bourse du Travail à Paris

Il faut noter l'importance des Bourses du Travail qui assurent aux travailleurs des services tels que bibliothèques, cours du soir, coopérative alimentaire, caisse de solidarité, etc... La Sécurité sociale n'existait pas !!!

18 mars 1887	Syndicat d'instituteurs	Dépôt des statuts à Paris des statuts du premier « Syndicat des Instituteurs et Institutrices de France ».
19 juillet 1887	Loi de financement	Les instituteurs deviennent fonctionnaires et sont rémunérés par l'état
20 septembre 1887	Circulaire Spüller	Spüller, ministre de l'éducation, interdit aux instituteurs de se syndiquer ou de créer des associations
7 février 1892	Congrès de Saint Etienne	Création de la Fédération des Bourses du Travail
1892	Loi sur la journée de travail	Journée de travail limitée à 12 heures pour les hommes et 10 heures pour les enfants
1893	Loi	Loi sur l' assistance médicale gratuite
1894	Assurance Sociale	Création d'une assurance sociale dans les mines
	Congrès de Nantes	Congrès commun aux chambres syndicales Guesdistes et aux Bourses du travail . Fernand Pelloutier (anarcho-syndicaliste) : « Le prolétariat syndiqué peut réussir la révolution sociale sans

recourir à l'état ». Les **partis** sont donc **séparés des syndicats**.

La Fédération Nationale des Syndicats et la Fédération des Bourses de Travail prônent l'**indépendance syndicale** et la grève générale comme moyen d'action.

1895 Congrès de Limoges Dépôt des **statuts de la CGT**.

Le concept théorique fondateur de la CGT (jusqu'en 1906) est l'anarcho-syndicalisme :
« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; »

1897	Congrès	Premier congrès à Paris de la Fédération des professeurs de lycée et de collège de garçons.
1898	Loi	Texte de loi sur les accidents du travail
1901	Loi sur les associations	Waldeck Rousseau fait interdire le congrès de 1902
1902	Congrès de Montpellier	Unification du mouvement ouvrier . Fusion entre CGT et Bourses du Travail. Forte influence des anarcho-syndicalistes .
1903	Congrès de Marseille	Emile Combes (séparation de l'église et de l'état) officialise les amicales .
Décembre 1903	Fondation	Fondation à Paris de « l'émancipation de l'Instituteur » et de « l'émancipation »
1904	Congrès CGT à Bourges	Les Réformistes prônent l'action parallèle politique et parlementaire . La grève n'est envisagée qu'en cas d'échec des négociations. Les Révolutionnaires défendent l'idée que l'action syndicale n'a rien à voir avec la démocratie. Les minorités agissantes doivent mener l'action.
1905	SFIO	Jean Jaurès et Jules Guesde créent la Section Française de l'Internationale Socialiste à Paris
13 juillet 1905	FNSI	Création de la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs . « L'émancipation de l'instituteur » devient la 1ère Fédération Syndicale Enseignante.
Novembre 1905 1906	Manifeste des 133 FNSI	Manifeste des instituteurs syndicalistes Les petits syndicats enseignants se regroupent dans la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs
1906	Congrès d'Amiens	Texte sur les rapports des syndicats et des partis politiques « majorité du syndicalisme ». La CGT passe de l'anarcho-syndicalisme au syndicalisme révolutionnaire en réaffirmant l'indépendance des syndicats vis à vis des partis .
1909	Assurance Sociale	Création d'une assurance sociale dans les Chemins de Fer
1909	FNSI	Adhésion de la FNSI à la CGT
1910	Parution	Tribune pédagogique « L'école émancipée »
1910	Loi sur les retraites ouvrières	
1912	Congrès de Chambéry	Solidarité financière envers les instituteurs syndiqués sous les drapeaux (le « sou du soldat », initiative de la CGT, est jugé antimilitariste et antipatriotique)
23 août 1912	Dissolution	Le ministre de l'instruction publique dissout les syndicats . Les responsables sont traduits en justice.

1919 CFTC Fondation de la **Confédération Française des Travailleurs Chrétiens**

Contrairement à la CGT, un syndicalisme Réformiste voit le jour qui vise à améliorer le sort des salariés sans abolir le salariat et refuse donc la notion de lutte des classes.

Août 1919	FMEL	Création de la Fédération des Membres de l'Enseignement Laïc (ou Fédération de l'Enseignement). Succède à la FNSI, adhère à la CGT, animée par les anarcho-syndicalistes .
1919	Publication	La Fédération des Professeurs de Lycée crée la « Quinzaine Universitaire »
24 septembre 1919	Congrès des Amicales	Transformation en Fédération des Syndicats. Les Amicales deviennent des Syndicats départementaux .
1919-1926	Révolution Russe	Lénine fonde la 3ème Internationale Communiste . Les conditions d'adhésion posent problème aux syndicats français. La CGT repousse l'adhésion . Les minoritaires s'en vont.
1920	Congrès de Tours	Scission de la SFIO . La majorité est pour l' adhésion et devient le PCF .
Avril 1920 24 septembre 1920	Fédération SNI	Création de la Fédération des Syndicats Création du Syndicat National des Instituteurs Après le congrès de Tours (PS/PC), éclatement de la CGT (CGT-CGT U). La FMEL fait partie de la CGT U .
1921	Congrès de Lille	Scission syndicale inverse de la SFIO. Le syndicat reste indépendant du parti.
1922 1922	CGT U Nouveau Syndicat	La CGT U adhère à la 3ème Internationale. Création du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire et Supérieur affilié à la CGT .
Août 1922	FMEL	La FMEL (maintenant Fédération Unitaire) adhère à la Fédération Syndicale Rouge
Août 1924	FMEL	La FMEL participe à la création de l' Internationale des Travailleurs de l'Enseignement
1925	FPL	La Fédération des Professeurs de lycée devient le Syndicat National des Professeurs de Lycée de garçons de du personnel féminin de l'Enseignement
1926	SNI Syndicats	Le SNI adhère à la CGT Les trois dernières Fédérations (Professeurs de Collèges, Répétiteurs de Collèges, Répétiteurs de Lycées) deviennent des syndicats .
Janvier 1928	Parution	Premier numéro de « L'Université Syndicaliste » (revue du SNES aujourd'hui) affiliée à la FMEL.
1928	Congrès de la FGE	Premier congrès de la Fédération Générale de l'Enseignement. Parrainée par la CGT , elle regroupe le SNI, les syndicats du Secondaire, des écoles Primaires Supérieures et de l'Enseignement Technique.
28 septembre 1929	Parution	Premier numéro de « L'école libératrice », revue du SNI.
20 février 1933 1935	Grève Congrès FGE-FU	Première grève de la Fonction Publique . Congrès commun de la FGE et de FU. Fusion en une seule Fédération Générale de l'Enseignement

ment (affiliée à la CGT) face à la montée du nazisme et du facisme en Europe.

Front Populaire

1936	Congrès de Toulouse	Face à la montée du facisme, le PC se rapproche de la SFIO et la CGT de la CGT U . Sous Léon Blum (Front Populaire), La CGT monte en puissance. Les accords de Matignon sont conclus (40 heures, congés payés, assurances sociales, conventions collectives).
	Nouveau Syndicat	Création du Syndicat des Professeurs de l'Enseignement Technique (fusion entre Personnel d'Enseignement et Personnel des Ateliers).
	Publication	Premier numéro de la revue « Le Travailleur de l'enseignement Technique ».
1937	SGEN-CFTC	Un groupe de catholique laïques de gauche crée le SGEN affilié à la CFTC.
Juillet 1937	Scission	Le Syndicat National des Professeurs des Lycées, de Garçons et du Personnel de l'Enseignement Secondaire féminin refuse d'adhérer à la CGT et devient le Syndicat National des Lycées, Collèges et Cours Secondaires (ancêtre du SNALC).
Décembre 1937	SPES	Des professeurs Cégétistes font scission et créent le Syndicat des Professeurs de l'Enseignement Secondaire (ancêtre du SNES).
1939	Nouvelle scission	Accords de Munich et guerre d'Espagne font resurgir les divergences . Les lois Daladier remettent en cause les accords de Matignon . Après l'armistice du 22 juin 1940, René Belin, ex secrétaire confédéral de la CGT est ministre de la Production Industrielle et du Travail de Pétain.
Juin 1940	Interdiction	Le gouvernement de Vichy fait interdire les Syndicats
16 août 1940	Loi anti syndicats	Le gouvernement publie une loi interdisant les confédérations syndicales .
9 novembre 1940	Dissolutions	Belin dissout la CGT, la CFTC et la Confédération Nationale du Patronat Français .
15 novembre 1940	Manifeste des 12	3 membres de la CFTC et 9 de la CGT prônent dans un manifeste, l'indépendance syndicale, la lutte contre l'antisémitisme et la mission économique et sociale du syndicalisme.
17 avril 1943 1944	Accords du Perreux Fusion	Réunification clandestine de la CGT Une partie du SNPLCCS fusionne avec le SPES et forme le Syndicat National de l'Enseignement Secondaire.
4 et 19 oct- bre 1945 1945	Sécurité Sociale FSM	Création de la Sécurité Sociale par les Confédérés de la vieille CGT (non liée au PC) Création à Paris de la Fédération Syndicale Mondiale, maîtrisée par le PC.

Quatrième République

1946	Congrès CGT	La nouvelle majorité pro PC accentue son contrôle . Les anarcho-syndicalistes, les postiers et les cheminots créent des Fédérations Autonomes .
------	-------------	--

	FO	Création de FO (« Résistance ouvrière » devient « Les amis de FO »).
1946	Congrès de la FGE (FEN)	La Fédération Générale de l'Enseignement s'ouvre aux personnels non-enseignants. Elle devient la Fédération de l'Education Nationale et reste affiliée à la CGT .
19 octobre 1946	Statut des Fonctionnaires	Maurice Thorez , Ministre d'état chargé de la de la réforme administrative , secrétaire général du PCF , présente une loi qui reconnait le droit syndical . Création des Commissions Paritaires (Nationales et Académiques).
1947 30 mars 1947	Éclatement de la CGT SNLC	Des dirigeants de l'ancien SNPLCCS veulent un syndicat apolitique, neutre et corporatiste . Ils créent le SNLC qui deviendra le SNALC en 1949.
18 décembre 1947	Scission CGT-FO	Début de la guerre froide , Plan Marshall condamné par le PC et la CGT. Démission d'une partie du bureau (Force Ouvrière, anticommuniste). Création de la CGT-FO rejointe par la plupart des partants de la CGT. La FEN et le SNI, après l'éclatement de la CGT, décident de rester Autonomes par rapport aux confédérations.
1948	SNCM	Fusion du Syndicat National des Collèges Moderne avec le SNES
25, au 27 mars 1948	Congrès de la FEN	A Paris, celle-ci se définit pour l' autonomie et dépose ses statuts . Elle reconnaît les tendances . Deux syndicats Cégétistes décident de quitter la FEN pour la CGT (centres d'apprentissage et agents).
12 et 13 avril 1948 Juin 1948	Congrès CGT-FO Agents de lycée	Scission de la Fédération Syndicale Mondiale . Création d'un Syndicat Autonome des Agents de Lycée affilié à la FEN.
Décembre 1948	SNETAA	Création d'un Syndicat Autonome des Centres d'Apprentissage de la FEN
1949	CIS libres	Création de la Confédération Internationale des Syndicats Libres .
1950 11 février 1950	Droit de grève Conventions collectives	Les fonctionnaires obtiennent le droit de grève . La loi donne la liberté de négocier les salaires et les conditions de travail .
1954	Double affiliation Courants	Fin de la double affiliation (FEN/CGT ou FEN/FO). Les principaux courants sont alors : <ul style="list-style-type: none"> • « Majorité Autonome » (SFIO puis PS) qui deviendra « Unité, Indépendance et Démocratie » (UID) en 1971 • « Unité et Action Syndicale » (pro-CGT, proche du PCF) deviendra « Unité et Action » (UA) en 1966 • « Ecole Emancipée » (anarcho-syndicalistes et Trotskistes)
1957	PUMSUD	Il faut aussi noter « Pour le Front Unique Ouvrier » (FUO) et, « plus récemment, « Autrement ». Tentative de Réunification CGT/FO par 3 secrétaires généraux (SNI, Travaux Publics-FO, Services Pénitentiaires-CGT) qui se solde par un échec.

Cinquième République

1964 CFDT **Scission dans la CFTC.** Création de la **Confédération Française Démocratique du Travail**

En 1972, Edmond Maire (secrétaire national de la CFDT) écrit dans le monde : « Il y a deux courants socialistes, celui qui est jacobin, centralisateur et autoritaire s'est établi dans les pays de l'Est. L'autre, le socialisme libertaire, anarcho-syndicaliste, autogestionnaire est celui que nous représentons. »

1977-1978	Rupture	Rupture de l'Union de la Gauche qui amènera la FEN à envisager une recomposition en 1986.
Novembre 1988	Congrès CFDT	Exclusion de syndiqués de la Fédération CFDT-PTT qui dénonçaient les accords salariaux signés par la CFDT. Création de SUD-PTT.
6 mai 1992	Conseil Fédéral	Un Conseil Fédéral Extraordinaire exclut le SNES et le SNEP.
24 juin 1992	Congrès du SNI	Congrès extraordinaire du SNI à Orléans. Transformation du SNI en SE (Syndicat des Enseignants)
2 au 4 décembre 1992	Congrès de la FEN	Recomposition et nouveaux statuts. Le SNETAA , les minoritaires du SE , et le Syndicat des chercheurs quittent la FEN. Ils rejoignent le SNES et le SNEP regroupés en CLU (Comités de Liaison Unitaires).
12 février 1993	UNSA	Création de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes constituée de :
		<ul style="list-style-type: none">• FEN (Fédération de l'Education Nationale)• FGAF (Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires)• FMC (Fédération des Maîtres et Cadres des Chemins de Fer)• FAT (Fédération Autonome des Transports)• FGSOA (Fédération Générale des Syndicats des Salariés des Organisations Agricoles)
	SUD	Création de « Solidaires, Unis et Démocratiques », suite aux prises de positions de la CFDT (Plan Juppé, etc...).
15 avril 1993	FSU	Les syndicats organisés en CLU créent la FSU (Fédération Syndicale Unitaire).
28 au 31 mars 1994	Congrès	Congrès fondateur de la FSU à Mâcon (SNUipp, SNES, SNEP, SNP IUFM, SNET AP, SNET AA)
Mai 1998	SUD-Education	Création à Lyon de la Fédération des Syndicats SUD-Education.

En guise de conclusion provisoire

Voilà où nous en sommes, du moins provisoirement. Je ne crois pas que les choses aient beaucoup changé depuis 1998.

Pour en terminer, je voudrais vous rappeler ce que j'écrivais au début de cette modeste compilation :

« Il convient, à mon sens, de garder à l'esprit que la Révolution Française est issue de deux mouvements distincts :

- **Lutte politique** contre l'oppression (les familles commerçantes refusent la réforme fiscale de l'administration royale)

- **Lutte sociale** pour les salaires (les ouvriers, compagnons, etc... sont affaiblis ; un cinquième des Parisiens sont sans ressource, au chômage...) »

C'est à dire, traduit en langage d'aujourd'hui :

- **Les Syndicats** que j'appellerai « **Politiques** », qui, bien qu'indépendants d'un parti n'en proposent pas moins un **Projet Global de Société** basé sur leurs revendications.

- **Les Syndicats « Réformistes »** dont le seul objectif est d'améliorer la condition des travailleurs **sans toucher aux bases politiques**.

A votre avis, dans quelle catégorie notre syndicat se situe-t-il ?
Il n'est parfois pas si facile de s'y reconnaître, hein ?